

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 220

[2011/200251]

13 JANVIER 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux subventions pour la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, tel que modifié par l'article 116 du décret-programme du 22 juillet 2010 portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, d'énergie, de logement, de fiscalité, d'emploi, de politique aéroportuaire, d'économie, d'environnement, d'aménagement du territoire, de pouvoirs locaux, de travaux publics et d'agriculture, tel que modifié par l'article 161 du décret du 22 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2011, notamment les articles 9bis et 123;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 septembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 octobre 2010;

Vu l'avis 48.826/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 novembre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Ministre : le Ministre qui a les Travaux publics dans ses attributions;

2^o administration : la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie;

3^o domaine public : le domaine public régional routier et des voies hydrauliques;

4^o décret : le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.

Art. 2. La priorité pour les années 2010 à 2014 est la sécurité routière, en particulier l'éducation et la sensibilisation au sein des établissements scolaires.

Art. 3. Les dépenses éligibles sont les suivantes :

— les frais générés par la mise en place d'une action ou la participation à un événement sans lesquelles l'objectif de la subvention ne pourrait pas être réalisé ou le serait dans une moindre mesure et notamment les actions de promotion, d'information et de réalisation d'outils pédagogiques, de location de matériel, de frais de déplacement ou d'envoi;

— les rémunérations du personnel directement affecté à la réalisation du projet et à l'exclusion de celles du personnel chargé de la comptabilité, des lois sociales et de l'administration générale, ainsi qu'à l'exclusion des honoraires de consultants dans ces matières;

— les frais liés à l'occupation de bâtiments ou d'infrastructures où sont conçues ou réalisées les actions d'éducation ou de sensibilisation.

Art. 4. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, un projet présenté peut bénéficier d'une subvention de maximum 90 %. Ce taux est porté à 100 % lorsque le projet implique un public jeune.

Art. 5. La subvention visée à l'article 4 est octroyée sur base d'une procédure d'appel à projets.

Le Ministre procède à un appel public à projets par an, dans le courant du premier semestre de l'année.

Art. 6. § 1^{er}. Dans un délai de trois mois à dater du lancement de l'appel à projet, un dossier de candidature est introduit auprès de l'administration.

Le dossier de candidature est communiqué à l'administration par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi.

§ 2. Le modèle de dossier de candidature est fixé par le Ministre.

Ce dossier comprend au moins :

1^o l'identification de chaque porteur du projet;

2^o l'objet précis du projet, à savoir :

a) les objectifs poursuivis par la mise en œuvre du projet;

b) le public cible et le nombre de personnes concernées;

c) le programme et l'agenda des activités prévues pour l'année en cours à dater du jour de la demande;

d) les partenaires de ces activités;

3^o l'estimation financière globale de la réalisation du projet et le numéro de compte sur lequel la subvention peut être versée.

Si la candidature est introduite par une ASBL, le dossier comprend également :

1^o une mention ou un numéro qui permet d'identifier l'ASBL et, le cas échéant, le greffe du tribunal de commerce où est tenu son dossier, pour permettre d'attester que l'objet social est au moins la réalisation d'activités d'éducation ou de sensibilisation à un ou plusieurs thèmes liés à la sécurité routière, ou des activités d'éducation à la jeunesse;

2^o un bref historique de l'ASBL et les pièces probantes des activités menées depuis deux ans;

3^o les comptes des deux années qui précèdent celle de la demande de subvention et le budget prévisionnel pour l'année en cours.

Art. 7. § 1^{er}. L'administration accuse réception du caractère complet du dossier de candidature au promoteur dans les dix jours ouvrables de sa réception.

Dans l'hypothèse où le dossier de candidature transmis est incomplet, l'administration en informe le promoteur dans le délai visé à l'alinéa précédent et fixe le délai dans lequel les éléments manquants doivent lui être communiqués.

§ 2. L'administration procède à l'analyse des dossiers de candidature complets et rédige un rapport portant sur la faisabilité, sur l'adéquation avec les priorités établies à l'article 2, sur la viabilité des projets ainsi que sur la pertinence du plan financier.

Le rapport complet est transmis au Ministre dans un délai d'un mois à dater de la clôture de l'appel à projets. Il comporte une analyse des demandes sur base des critères fixés à l'article 6. Le Ministre statue dans les deux mois de la clôture de l'appel à projets.

Art. 8. Dans les limites des moyens budgétaires disponibles, le Ministre approuve les projets et le montant des subventions.

Art. 9. Le projet faisant l'objet d'une subvention en vertu du présent arrêté doit être réalisé dans un délai n'excédant pas vingt-quatre mois à dater de la notification de l'arrêté d'octroi de la subvention.

A défaut, la subvention est réputée perdue.

Le Ministre peut proroger ce délai de maximum six mois.

Art. 10. § 1^{er}. Le paiement d'une première tranche de maximum 50 % du montant de la subvention annuelle a lieu, à titre d'avance, sur base d'une déclaration de créance introduite par le bénéficiaire auprès de l'administration, à partir de la décision d'octroi.

Le paiement des autres tranches est effectué au terme de l'année civile écoulée, au prorata des prestations effectuées sur base du rapport transmis par le bénéficiaire; le solde de 10 % est payé suite à l'approbation des rapports et décompte finaux de l'ensemble des dépenses subsidiées.

Le rapport porte notamment sur :

- 1° une évaluation qualitative de l'objectif poursuivi;
- 2° le nombre de personnes et de communes touchées;
- 3° le nombre d'actions de sensibilisation entreprises sur le terrain.

Art. 11. L'article 116 du décret-programme du 22 juillet 2010 portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, d'énergie, de logement, de fiscalité, d'emploi, de politique aéroportuaire, d'économie, d'environnement, d'aménagement du territoire, de pouvoirs locaux, de travaux publics et d'agriculture, entre en vigueur dix jours après la publication du présent arrêté.

Art. 12. Le Ministre qui a les Travaux publics dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 13 janvier 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 220

[2011/200251]

13. JANUAR 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zuschüsse für die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, in seiner durch Artikel 116 des Programmdekrets zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen verantwortungsvolle Staatsführung, administrative Vereinfachung, Energie, Wohnungswesen, Steuerwesen, Beschäftigung, Flughafenpolitik, Wirtschaft, Umwelt, Raumordnung, lokale Behörden, Landwirtschaft und öffentliche Arbeiten abgeänderten Fassung, in seiner durch Artikel 161 des Dekrets vom 22. Dezember 2010 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2011 abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel 9bis und 123;

Aufgrund des am 2. September 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 7. Oktober 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 10. November 2010 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 48.826/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

- 1^o Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören;
- 2^o Verwaltung: die operative Generaldirektion Straßen und Gebäude des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 3^o Öffentliches Netz: das regionale öffentliche Straßen- und Wasserstraßennetz;

4° Dekret: das Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes.

Art. 2 - Die Priorität für die Jahre 2010 bis 2014 ist die Straßenverkehrssicherheit und insbesondere die Erziehung und die Sensibilisierung innerhalb der Lehranstalten.

Art. 3 - Bei den zulässigen Ausgaben handelt es sich um die Folgenden:

— die Kosten, die durch die Umsetzung einer Aktion oder die Teilnahme an einer Veranstaltung entstehen, ohne die die Zielsetzung des Zuschusses nicht oder in einem geringeren Maße erreicht werden könnte und insbesondere die Aktionen zur Förderung, zur Information und zur Nutzung von Lehrmaterial, für das Mieten von Material, die Fahrt- und Sendungskosten;

— die Entlohnungen des direkt der Durchführung des Projekts zugewiesenen Personals und mit Ausnahme der Entlohnung des Personals, das mit der Buchhaltung, der Sozialgesetzgebung und der allgemeinen Verwaltung beauftragt ist, sowie mit Ausnahme der Honorare von Beratern in diesen Bereichen;

— die Kosten, die durch die Nutzung von Gebäuden oder Infrastrukturen entstehen, in denen die Erziehungs- oder Sensibilisierungsaktionen entworfen oder ausgeführt werden.

Art. 4 - Innerhalb der verfügbaren Haushaltsmittel kann für ein vorgestelltes Projekt ein Anspruch auf einen Zuschuss von höchstens 90% erhoben werden. Dieser Prozentsatz wird auf 100% erhöht, wenn der Projekt ein junges Publikum betrifft.

Art. 5 - Der in Artikel 4 erwähnte Zuschuss wird auf der Grundlage eines Verfahrens zum Projektauftrag gewährt.

Der Minister führt pro Jahr und zwar im Laufe des ersten Semesters des Jahres einen öffentlichen Projektauftrag durch.

Art. 6 - § 1 - Innerhalb einer Frist von drei Monaten ab der Bekanntgabe des Projektauftrags wird eine Bewerbungsakte bei der Verwaltung eingereicht.

Die Bewerbungsakte wird der Verwaltung durch jegliches Mittel übermittelt, durch das der Einsendung der Akte ein sicheres Datum verliehen werden kann.

§ 2 - Das Muster der Bewerbungsakte wird durch den Minister festgelegt.

Diese Akte umfasst mindestens:

1° die Identifizierung jedes Projektträgers;

2° der genaue Gegenstand des Projekts, d.h.:

a) die im Rahmen der Ausführung des Projekts verfolgten Ziele;

b) das Zielpublikum und die Anzahl der betroffenen Personen;

c) das Programm und der Zeitplan der Aktivitäten, die für das laufende Jahr ab dem Datum des Antrags vorgesehen sind;

d) die an diesen Aktivitäten beteiligten Partner;

3° die globale finanzielle Einschätzung der Ausführung des Projekts und die Nummer des Kontos, auf das der Zuschuss eingezahlt werden kann.

Wenn die Bewerbung durch eine VoE eingereicht wird, umfasst die Akte ebenfalls:

1° eine Angabe oder eine Nummer, die ermöglicht, die VoE und gegebenenfalls die Kanzlei des Handelsgerichts, an dem ihre Akte geführt wird, zu identifizieren, damit bescheinigt werden kann, dass der Gesellschaftszweck wenigstens die Ausführung von Erziehungs- oder Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich eines oder mehrerer mit der Straßenverkehrssicherheit verbundenen Themen beinhaltet oder Aktivitäten im Bereich der Jugendbildung umfasst;

2° eine kurze Vorgeschichte der VoE und die Beweisstücke der seit zwei Jahren ausgeführten Aktivitäten;

3° die Konten der zwei Jahre vor dem Jahr, im Laufe dessen der Zuschuss beantragt wird, sowie der Haushaltsentwurf für das laufende Jahr.

Art. 7 - § 1 - Die Verwaltung stellt dem Promotor die Empfangsbestätigung bezüglich der Vollständigkeit der Akte innerhalb von zehn Werktagen nach ihrem Empfang zu.

Falls die übermittelte Bewerbungsakte unvollständig ist, teilt die Verwaltung dies dem Promotor innerhalb der im vorstehenden Absatz erwähnten Frist mit. Sie legt ebenfalls die Frist fest, innerhalb der ihr die fehlenden Elemente mitgeteilt werden müssen.

§ 2 - Die Verwaltung prüft die vollständigen Bewerbungsakten und verfasst einen Bericht über die Durchführbarkeit, über die Übereinstimmung mit den in Artikel 2 festgelegten Prioritäten, über die Tragfähigkeit der Projekte sowie über die Relevanz des Finanzplans.

Der vollständige Bericht wird dem Minister innerhalb einer Frist von einem Monat nach dem Abschluss des Projektauftrags übermittelt. Er umfasst eine Analyse der Anträge auf der Grundlage der in Artikel 6 festgelegten Kriterien. Der Minister beschließt innerhalb von zwei Monaten nach dem Abschluss des Projektauftrags.

Art. 8 - Der Minister genehmigt die Projekte und den Betrag der Zuschüsse im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel.

Art. 9 - Das Projekt, das aufgrund des vorliegenden Erlasses Gegenstand eines Zuschusses ist, muss innerhalb einer Frist, die vierundzwanzig Monate ab dem Datum der Bekanntmachung des Erlasses zur Gewährung des Zuschusses nicht überschreitet, ausgeführt worden sein.

Ist dies nicht der Fall wird der Zuschuss als verloren betrachtet.

Der Minister kann diese Frist um höchstens sechs Monate verlängern.

Art. 10 - § 1 - Die Auszahlung eines ersten Teilbetrags von höchstens 50% des Betrags des jährlichen Zuschusses wird nach dem Gewährungsbeschluss als Vorschuss auf der Grundlage einer vom Bezugsberechtigten bei der Verwaltung eingereichten Forderungsanmeldung vorgenommen.

Die Auszahlung der sonstigen Teilbeträge wird am Ende des abgelaufenen Kalenderjahres im Verhältnis zu den erbrachten Leistungen auf der Grundlage des durch den Bezugsberechtigten übermittelten Berichts ausgezahlt; der Restbetrag wird nach der Genehmigung der Abschlussberichte und der Endabrechnung der bezuschussbaren Ausgaben ausgezahlt.

Der Bericht umfasst insbesondere:

- 1° eine qualitative Bewertung des verfolgten Ziels;
- 2° die Anzahl der betroffenen Personen und Gemeinden;
- 3° die unternommenen vor Ort ausgeführten Sensibilisierungsaktionen.

Art. 11 - Artikel 116 des Programmdekrets vom 22. Juli 2010 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen verantwortungsvolle Staatsführung, administrative Vereinfachung, Energie, Wohnungswesen, Steuerwesen, Beschäftigung, Flughafenpolitik, Wirtschaft, Umwelt, Raumordnung, lokale Behörden, Landwirtschaft und öffentliche Arbeiten tritt zehn Tage nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Art. 12 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Januar 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten,
Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 220

[2011/200251]

13 JANUARI 2011. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toelagen voor de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, inzonderheid op artikel 116 van het programmadecreet van 22 juli 2010 houdende verschillende maatregelen inzake goed bestuur, bestuurlijke vereenvoudiging, energie, huisvesting, fiscaliteit, werkgelegenheid, luchthavenbeleid, economie, leefmilieu, ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen, landbouw en openbare werken, zoals gewijzigd bij artikel 161 van het decreet van 22 december 2010 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2011, inzonderheid op de artikelen 9bis en 123;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 september 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 oktober 2010;

Gelet op advies 48.826/4 van de Raad van State, gegeven op 10 november 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister bevoegd voor de Openbare Werken;

2° bestuur : het Operationeel Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst;

3° openbaar domein : het openbaar wegen- en waterwegendomein;

4° decreet : het decreet van 19 maart 2009 de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein.

Art. 2. De voorrang voor de jaren 2010 tot 2014 is de verkeersveiligheid, in het bijzonder de opvoeding en de bewustmaking binnen de schoolinrichtingen.

Art. 3. De in aanmerking komende uitgaven zijn de volgende :

— de kosten veroorzaakt door de uitvoering van een actie of de deelneming aan een evenement zonder welke de doelstelling van de toelage niet zou kunnen worden bereikt of in geringer mate zou worden bereikt, en in het bijzonder de acties i.v.m. de promotie, de informatie en de uitvoering van pedagogische middelen, de verhuur van materiaal, verplaatsings- of zendingskosten;

— de bezoldigingen van het personeel dat rechtstreeks is aangesteld voor de uitvoering van het project, met uitzondering van de bezoldigingen van het personeel belast met de boekhouding, de sociale wetten en het algemeen bestuur, en behalve de erelonen van adviseurs in deze aangelegenheden;

— de kosten gebonden aan de bewoning van gebouwen of infrastructuur waarin de opvoedings- of bewustmakingsacties worden uitgedacht of uitgevoerd.

Art. 4. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan een voorgesteld project in aanmerking komen voor een toelage van maximum 90 %. Dat percentage wordt op 100 % gebracht wanneer het project een jong publiek impliceert.

Art. 5. De in artikel 4 bedoelde toelage wordt toegekend op grond van een procedure voor de oproep tot het indienen van projecten.

In de loop van het eerste halfjaar van het jaar gaat de Minister tot één openbare oproep tot het indienen van projecten per jaar over.

Art. 6. § 1. Binnen een termijn van drie maanden na de projectenoproep wordt een kandidatuurdoossier bij het bestuur ingediend.

Het kandidatuurdoossier wordt door elk middel dat vaste datum verleent aan de verzending, aan het bestuur overgemaakt.

§ 2. Het model van het kandidatuurdoossier wordt door de Minister vastgesteld.

Dat dossier bevat minstens :

1° de identificatie van elke projectdrager;

2° het precieze voorwerp van het project, namelijk :

a) de door de uitvoering van het project nagestreefde doelstellingen;

b) het doelpubliek en het aantal betrokken personen;

c) het programma en de agenda van de activiteiten die gepland zijn voor het lopende jaar met ingang van de dag van de aanvraag;

d) de partners van die activiteiten;

3° de globale financiële raming van de verrichting van het project en het rekeningnummer waarop de toelage gestort kan worden.

Indien de kandidatuur door een VZW wordt ingediend, bevat het dossier ook :

1° een merk of een nummer waarmee de VZW en, in voorkomend geval, de griffie van de rechtbank van koophandel waar het dossier bijgehouden wordt, geïdentificeerd kunnen worden om te kunnen bevestigen dat het maatschappelijke doel minstens de uitvoering is van activiteiten m.b.t. de opvoeding of de bewustmaking voor één of meer thema's gebonden aan de verkeersveiligheid of activiteiten m.b.t. de jeugdopvoeding;

2° een kort overzicht van de VZW en de bewijsstukken van de activiteiten die sinds twee jaar worden uitgevoerd;

3° de rekeningen van de twee jaar vóór het jaar van de aanvraag om toelage en de vooruitlopende begroting voor het lopende jaar.

Art. 7. § 1. Het bestuur bericht ontvangst van de volledigheid van het kandidatuurdoossier aan de promotor binnen tien werkdagen na ontvangst ervan.

Indien het overgemaakte kandidatuurdoossier onvolledig is, geeft het bestuur de promotor kennis hiervan binnen de in het vorige lid bepaalde termijn en bepaalt het de termijn waarin de ontbrekende stukken aan laatstgenoemde overgemaakt moeten worden.

§ 2. Het bestuur onderzoekt de volledige kandidatuurdoossiers en maakt een verslag op over de haalbaarheid, de adequatie met de in artikel 2 bepaalde prioriteiten, de levensvatbaarheid van de projecten alsmede de relevantie van het financiële plan.

Het volledige verslag wordt aan de Minister overgemaakt binnen een termijn van één maand na afsluiting van de projectenoproep. Het omvat een analyse van de aanvragen op grond van de in artikel 6 bepaalde criteria. De Minister beslist binnen twee maanden na sluiting van de projectenoproep.

Art. 8. Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen keurt de Minister het project en het bedrag van de toelagen goed.

Art. 9. Het project dat krachtens dit besluit in aanmerking komt voor een toelage, moet uitgevoerd worden binnen een termijn van hoogstens vierentwintig maanden te rekenen van de kennisgeving van het besluit tot toekenning van de toelage.

Zoniet wordt de toelage geacht verloren te zijn.

De Minister kan die termijn met maximum zes maanden verlengen.

Art. 10. § 1. De betaling van een eerste schijf van maximum 50 % van het bedrag van de jaarlijkse toelage geschiedt bij wijze van voorschot op grond van een aangifte van schuldvordering die door de begunstigde bij het bestuur ingediend wordt met ingang van de beslissing tot toekenning.

De betaling van de andere schijven wordt verricht aan het einde van het afgelopen burgerlijk jaar naar rata van de dienstverleningen verricht op grond van het verslag overgemaakt door de begunstigde; het saldo van 10 % wordt betaald na goedkeuring van de eindverslagen en -afrekening van het geheel van de subsidieerbare uitgaven.

Het verslag heeft met name betrekking op :

1° een kwalitatieve evaluatie van de nagestreefde doelstelling;

2° het aantal betrokken personen en gemeenten;

3° het aantal bewustmakingsacties die ter plaatse zijn ondernomen.

Art. 11. Artikel 116 van het programmadecreet van 22 juli 2010 houdende verschillende maatregelen inzake goed bestuur, bestuurlijke vereenvoudiging, energie, huisvesting, fiscaliteit, werkgelegenheid, luchthavenbeleid, economie, leefmilieu, ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen, landbouw en openbare werken treedt in werking tien dagen na de bekendmaking van dit besluit.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheden de Openbare Werken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 januari 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN